

Jeunes travailleurs, jeunes précaires, Chômage, précarité, salaires: toutes et tous en lutte!

Six mois après les élections présidentielles, les travailleurs et la jeunesse ont répondu par la lutte aux premières offensives du gouvernement.

Sarkozy souhaitait infliger une défaite aux secteurs habituellement les plus combattifs pour pouvoir ensuite s'attaquer à l'ensemble du monde du travail et des jeunes.

Mais les cheminots, par leur grève contre la réforme des retraites, et les jeunes par l'occupation des facs et des lycées contre la loi de privatisation des universités ont su résister et empêcher le gouvernement d'obtenir une victoire totale. Cette riposte montre la voie à suivre pour les travailleurs et les jeunes.

Déjà, d'autres secteurs ont commencé à entrer en lutte pendant les fêtes pour réclamer des augmentations de salaire: les grands magasins (Carrefour, Géant Casino, Conforama), les médecins urgentistes et des personnels d'Air France-Orly.

Contrat de travail: non à la précarité unique !

Après ces attaques ciblées, le gouvernement prépare une offensive contre l'ensemble des travailleurs: la réforme du CDI. Celui-ci serait modifié sur plusieurs points.

- **Allongement de la période de d'essai.** Le patronat veut mettre en place une période d'essai de 3 à 6 mois (1 à 6 actuellement) mais surtout veut la faire suivre d'une « période de validation économique répondant à l'incertitude des entreprises ». Cette période serait d'une durée de 18 mois au cours de laquelle l'employeur pourrait licencier en invoquant des « perspectives d'activité incertaine ». C'est-à-dire n'importe quand. C'est donc bel et bien le retour de la période d'essai de deux ans que voulait instaurer le gouvernement précédent avec le CPE et le CNE.

- **Mise en place d'un CDI « conclu pour la réalisation d'un projet précis ».** Ce CDI permettrait aux patrons d'embaucher un salarié le temps d'un chantier et de le jeter aussitôt après. C'est la normalisation du travailleur jetable qui existe déjà via l'intérim mais qui serait ainsi généralisé.

- **La « simplification du CDD ».** Le CDD serait vidé des maigres protections qu'il procurait jusque là. Notamment l'interdiction de dépasser le seuil maximal de 18 mois sous peine de requalification en CDI. Cette généralisation de la précarité nous concerne tous et nécessite une riposte d'ensemble du monde du travail.

Imposons une autre répartition des richesses !

Le patronat est désormais à l'offensive et profite d'une gauche politique et syndicale ayant accepté le système capitaliste comme horizon indépassable et incapable de lui répondre sur le fond.

Pour s'attaquer au chômage et la précarité, **il faut imposer l'interdiction des licenciements et des contrats précaires.** Pour avoir une vie décente, **il faut exiger 1500 euros net en SMIC et 300 euros d'augmentation pour tous.** C'est par nos luttes que nous pourrions imposer nos revendications.

Pour financer ces mesures, de l'argent il y en a, dans les caisses du patronat dont les profits au CAC40 atteignent des records faramineux pendant que la baisse du pouvoir d'achat et la précarité se généralise.

Il faudra aussi un Parti capable de répondre sur le fond à la bataille idéologique que mène le gouvernement, un Parti aussi fidele aux intérêts des travailleurs que l'UMP ne l'est au patronat. C'est le sens de la démarche de la LCR et des JCR qui appellent à la construction d'un **nouveau Parti des luttes anticapitaliste et révolutionnaire.**

Tous ensemble mettons à bas la réforme du contrat de travail !

Chômage ras le bol !

Fillon a osé dire que « les résultats de 2007 sont très encourageants » concernant le chômage. Sympa pour les 7,9% de chômeurs, d'après les chiffres officiels... Mais le gouvernement ne s'arrête pas là. Il prétend que s'il y a du chômage c'est parce qu'il n'y a pas assez de formation professionnelle. On va donc développer les stages sous-payés et les formations payées par l'État plutôt que par les entreprises. En réalité, s'il y a du chômage, ce n'est pas parce qu'on n'est pas assez formés, mais simplement parce que les entreprises n'embauchent pas !

On prévoit aussi la réforme du service public de l'emploi, c'est-à-dire la fusion UNEDIC ANPE. On pourra se faire supprimer ses aides sociales plus rapidement, après avoir refusé des offres d'emploi insatisfaisantes.

Nicolas Sarkozy a souhaité qu'un « travail puisse être fait sur les sanctions en cas de refus de deux offres d'emploi acceptables ». Comme si les chômeurs refusaient des emplois par plaisir ! S'ils les refusent, c'est parce qu'un boulot à des dizaines de kilomètres, sous-payé, dans une branche qui n'a rien à voir avec ce qu'on cherche, ce n'est pas un emploi « acceptable » !

C'est ce que Sarkozy appelle une « politique de civilisation. » Des riches qui se pavent et des pauvres qui crèvent, c'est ça la civilisation de Sarkozy !

Grève pour le pouvoir d'achat

La France est de plus en plus riche. Les grands patrons et Sarkozy étalent leurs richesses en permanence. Les profits des entreprises explosent... Et pendant ce temps, on demande aux chômeurs, aux précaires, à tous les travailleurs de se serrer la ceinture.

On demande aux travailleurs de bosser plus, de faire plus d'heures par semaine pendant plus d'années. Quand aux chômeurs, ils doivent accepter des jobs pourris, des contrats précaires, des boulots à des dizaines de kilomètres de leurs domiciles.

Le gouvernement augmente le temps de travail, mais pas les salaires. Il faudrait augmenter le SMIC et donner plus d'argent à ceux qui produisent les richesses. Il faudrait aussi créer des emplois au lieu de nous faire trimmer plus. Mais ce n'est pas ce que veulent les patrons et le gouvernement.

L'ensemble du monde du travail est touché par la baisse du pouvoir d'achat. Le 24 janvier, la fonction publique sera en grève, notamment les profs, pour exiger des augmentations. On peut espérer que des entreprises privées se joignent à cette mobilisation.

Les jeunes travailleurs sont encore plus touchés par la précarité et les bas salaires. C'est pour cela qu'il faut participer à la journée de grève et de manifestation du 24 janvier !

Grève de surveillants au lycée Romain Rolland

Depuis la rentrée, 2 postes d'assistant d'éducation n'étaient pas pourvus au lycée Romain Rolland d'Ivry. Pendant 2 mois nous étions en moyenne 3 surveillants pour 1000 lycéens. A bout de nerfs, on a plusieurs fois essayé d'en parler avec le proviseur, le problème a été abordé par les professeurs au Conseil d'administration où il leur a été répondu qu'il n'y avait pas de problème en vie scolaire. L'ensemble des surveillants est arrivé à la conclusion qu'il ne nous restait plus que la grève pour se faire entendre : on a posé un préavis de grève dès la rentrée des vacances de la Toussaint; deux jours après le proviseur faisait passer des entretiens; une semaine après tous les postes ont été pourvus, il était même question d'embaucher des assistants pédagogiques.

ADHERER AUX JCR ? POURQUOI PAS...

Le rôle des Jeunesses Communistes Révolutionnaires est d'aider les travailleurs pour la défense de leurs intérêts quotidiens, et de les organiser pour une transformation de la société. Pour cela, les JCR participent à toutes les luttes.

- Luttés des travailleurs pour les salaires, les conditions de travail, la sécurité sociale, les retraites.
- Luttés des chômeurs.
- Luttés des sans-papiers, luttés contre les lois racistes. Luttés contre les fascistes, lutte contre Le Pen.
- Luttés lycéennes et étudiantes, pour une école de qualité pour tous et pour toutes.
- Luttés contre la guerre et l'exploitation des pays pauvres. Solidarité avec les peuples opprimés.

Tu souhaite prendre contact avec nous ?

Je souhaite prendre contact avec les JCR-RED.

Je souhaite m'abonner à RED, le mensuel des JCR-RED, 10 euros pour 10 numéros (chèque à l'ordre de l'APEIJ)

CFA : Nom : Prénom :

Adresse : Code postal : Ville :

Téléphone : Email :

A renvoyer à JCR-RED, 2 rue Richard Lenoir 93 100 Montreuil.



Jeunesses Communistes Révolutionnaires

jcr@jcr-red.org • www.jcr-red.org • 01 48 70 42 30